



KPMG SA
6 Rue Germaine Tillion
56100 Lorient

GIP Ty Hent Glaz

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
GIP Ty Hent Glaz
102 Allée de Kerfily - 29000 QUIMPER

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
6 Rue Germaine Tillion
56100 Lorient

GIP Ty Hent Glaz

102 Allée de Kerfily - 29000 QUIMPER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale du Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) Ty Hent Glaz,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) Ty Hent Glaz relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.).

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.).

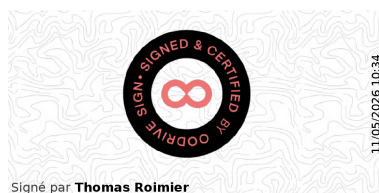


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lorient, le 11 mai 2026

KPMG SA



Thomas ROIMIER

Associé

GIP Ty Hent Glaz

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025

BILAN ACTIF

Libellé	EXERCICE 2025			EXERCICE 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Capital soucrit non appelé (I)				
Frais d'établissements (II)	-	-	-	-
Actif Immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	20 658	20 487	171	358
Immobilisations incorporelles en cours			-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	24 900	23 548	1 353	2 160
Constructions	932 325	715 287	217 039	249 045
Installations techniques, matériel et outillage	611 264	530 739	80 525	109 670
Autres immobilisations corporelles	353 690	280 880	72 810	93 314
Immobilisations Corporelles en cours			-	-
Immobilisations financières (1)				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (III)	1 942 837	1 570 940	371 897	454 547
(1) Dont à moins d'un an				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	286 410	89 766	196 644	161 820
En-cours de production			-	
Produits finis	11 532		11 532	4 608
Marchandises			-	
Avances et acomptes versés sur commandes			-	-
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	232 421	-	232 421	262 812
Autres créances	12 093	-	12 093	20 630
Charges constatées d'avance	411		411	737
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	1 400 000		1 400 000	1 000 000
Disponibilités	2 089 955		2 089 955	825 864
TOTAL ACTIF CIRCULANT (IV)	4 032 821	89 766	3 943 055	2 276 472
Frais d'émission des emprunts (V)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation - actif (VI)				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	5 975 658	1 660 706	4 314 952	2 731 019
(2) Dont à moins d'un an			244 925	284 180

	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Libellé	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	152 000	152 000
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Subvention d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	1 998 849	1 998 849
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	64 435	64 435
Autres réserves	26 748	26 748
Report à nouveau	- 91 796	- 35 412
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées	31 228	97 730
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 43 258	- 62 234
dont charges des activités SMS de prise en compte différée	- 79 766	- 70 908
Résultat en attente d'affectation		
dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées		
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	165 130	- 56 384
Situation nette (sous total)	2 250 931	2 085 801
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	44 126	50 416
Provisions réglementées	26 463	26 296
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (I)	2 321 520	2 162 514
Fonds reportés	1 350 000	
Fonds dédiés		
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES (II)	1 350 000	-
Provisions pour Risques		
Provisions pour Charges	68 634	62 662
TOTAL DES PROVISIONS (III)	68 634	62 662
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses (2)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	419 166	349 922
Dettes fiscales et sociales	155 632	151 354
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 897
Autres dettes		671
Produits constatés d'avance		
TOTAL DES DETTES (1) (IV)	574 798	505 844
Ecart de conversion passif et différences d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL GENERAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	4 314 952	2 731 019
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçues sur commandes en cours)	574 798	505 844
(2) Dont emprunts participatifs		

COMPTE DE RESULTAT

	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Libellé	Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens	628 002	570 807
Ventes de prestations de services	258 732	278 133
Produits de tiers financeurs	2 203 069	844 289
Ressources liées à la générosité du public		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	15 147	36 286
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	354	-
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	9 854	13 329
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 115 158	1 742 844
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandise		820
variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	289 206	264 035
variation de stock	- 44 410	83 402
Autres achats et charges externes	389 333	341 479
Aides financières	82 981	78 578
Impôts, taxes et versements assimilés	40 595	40 144
Salaires	308 218	382 181
Cotisations sociales	435 433	453 225
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	108 349	185 216
Dotations aux provisions	6 448	9 641
Valeur comptable des immobilisation incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	1 350 000	
Autres charges	18 442	6 711
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	2 984 595	1 845 430
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	130 563	- 102 586
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	40 889	52 312
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	40 889	52 312
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilés		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	-	-
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	40 889	52 312
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	171 453	- 50 274
Produits exceptionnels (V)	-	6 795
Charges exceptionnelles (VI)	167	350
4.RESULTAT EXCEPTIONNELS (V-VI)	- 167	6 446
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VII)	6 156	12 555
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 156 048	1 801 951
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 990 918	1 858 335
EXCEDENT ou DEFICIT	165 130	- 56 384

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 4 314 952.22Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 115 158.25 Euros et dégageant un excédent de 165 130.01 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens mis en oeuvre

Objet social :

Le Groupement d'Intérêt Public a pour objet :

1°) La création et le développement d'Etablissements et Services d'Aide par le Travail réservant des places d'accueil et d'accompagnement professionnel à des personnes bénéficiant ou ayant bénéficié de prise en charge psychiatrique, ou représentant une déficience intellectuelle, mentale ou psychique.

2°) La création et le développement de toutes structures d'accueil ou d'hébergement permanent ou temporaire pour personnes en situation de handicap souffrant de déficiences intellectuelles et/ou de troubles psychiques.

Les membres fondateurs du GIP sont :

- L'Etablissement Public de Santé Mentale Etienne GOURMELEN,
- L'Association KAN AR MOR.

Répartition des apports et des droits statutaires

Le capital du groupement est constitué des apports de ses membres soit :

- 76 000 € de l'EPSM Gourmelen
- 76 000 € de l'Association Kan Ar Mor

Les droits statutaires des membres du groupement sont répartis comme suit :

- EPSM Gourmelen : 55%
- Association Kan Ar Mor : 45%

Aucun mouvement n'a été constaté sur l'année 2025.

Nature et périmètre des missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre :

Le GIP Ty Hent gère l'ESAT Ty Hent Glaz qui est agréé par l'ARS (Agence Régionale de Santé) pour 56 places à destination des personnes en situation de handicap mental ou psychique.

L'ESAT propose aux travailleurs qu'il accompagne, deux activités professionnelles :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- Un atelier d'entretien des espaces verts constitués de 3 équipes regroupant 24 travailleurs et 3 moniteurs.
- Un atelier de conception de filets (sport, sécurité, bâtiment, filet de bennes, filet à grimper) accueille 40 travailleurs et est encadré par 5 moniteurs.

Un atelier alterné de 4 places, financé par le Conseil Départemental du Finistère, a ouvert le 6 février 2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'Assemblée Générale du 28 mai 2025 a approuvé le calendrier prévisionnel de dissolution du GIP Ty Hent Glaz suite à la demande de l'EPSM du Sud Finistère :

- A la suite de cette Assemblée Générale : demande de transfert à l'ARS de l'agrément de l'ESAT et au Conseil Départemental du Finistère de l'agrément de l'atelier alterné, au profit de l'Association Kan Ar Mor pour un effet au 01/01/2026.
- En septembre 2025 : Assemblée Générale Extraordinaire pour acter de la dissolution du GIP Ty Hent Glaz avec poursuite d'activité.
- Au 31/12/2026 : Cessation de l'exploitation de l'ESAT et de l'atelier alterné par le GIP Ty Hent Glaz.
- Au 01/01/2027 : Transfert des agréments de l'ESAT et de l'atelier alterné à l'Association Kan Ar Mor.
- Fin avril 2027 : Constatation de la clôture de liquidation au vu des comptes de liquidation arrêtés au 31/12/2026 et fin de la personnalité morale du GIP Ty Hent Glaz.

Les éventuelles conséquences de cette décision ne sont pas appréhendées dans les comptes annuels 2024, ni dans ceux de 2025, les discussions entre les partenaires étant toujours en cours.

Ainsi, le plan d'amortissement des biens n'a pas été corrigé pour les besoins de l'établissement des comptes 2025 car il a été convenu entre les parties membres du GIP que les éventuels actifs non transférables nets de leur subvention, seront traités dans le bilan de liquidation seulement.

Dans ce contexte, l'ARS a décidé d'accompagner l'opération de relocalisation de l'ensemble des activités de l'ESAT par une aide notifiée au titre des Crédits Non Reconductibles (CNR). L'aide versée le 19/12/2025 s'élève à 1 350 000 €. Conformément aux instructions de l'ARS, elle a été portée en produits d'exploitation (rubrique Concours publics et subventions d'exploitation). Cette somme a ensuite été constatée en Fonds dédiés au passif du bilan par le biais d'une dotation aux provisions d'exploitation d'égal montant, ceci dans l'attente de la compensation des surcoûts d'amortissement et frais financiers.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ce règlement modifie le plan comptable général applicable. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative " 31/12/2024 ", entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

1- Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

a- Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

A compter du 01 janvier 2025, le résultat exceptionnel comprend les charges et produits directement liés à un événement majeur et inhabituel ainsi que les écritures comptables d'origine purement fiscales ou administratives, les changements de méthode

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

et les corrections d'erreurs.

A ce titre :

- Les quotes-parts de subventions d'investissement rapportées au résultat à mesure des dotations aux amortissements sont désormais inscrites en subventions d'exploitation alors qu'elles étaient portées en résultat exceptionnel en 2024. La reprise est de 6 290 € en 2025 pour 6 549 € en 2024.
- Le produit des cessions d'immobilisations est désormais compris dans les produits d'exploitation. Il n'y a pas de montant significatif.

Les montants mentionnés en charges exceptionnelles en 2025 correspondent à des écritures spécifiques aux établissements sociaux et médico-sociaux :

-Neutralisation des produits nets d'impôt dégagés sur la gestion du patrimoine pour 167 €.

b- Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

Aucun impact au niveau de l'association, cette technique n'étant pas utilisée.

Les aides au poste et les remboursements d'indemnités journalières étaient déjà enregistrés en minoration des charges de personnel.

2. Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative "31-12-2024", entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Dans la colonne comparative :

- La ligne "Charges constatées d'avance" est remontée entre la rubrique des "Créances" ;
- Les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste "Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions" ;
- Les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes "Produits exceptionnels" et "Charges exceptionnelles".

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement TOTAL	6 847		
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	28 439		
Terrains	24 900		
Constructions sur sol d'autrui	851 267		
Installations générales agencements aménagements des constructions	81 058		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	637 288		865
Installations générales agencements aménagements divers	28 477		1 977
Matériel de transport	212 195		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	127 733		1 558
TOTAL	1 962 919		4 399
TOTAL GENERAL	1 998 205		4 399

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement TOTAL		6 847		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		7 782	20 658	20 658
Terrains			24 900	24 900
Constructions sur sol d'autrui			851 267	851 267
Installations générales agencements aménagements constr.			81 058	81 058
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		26 888	611 264	611 264
Installations générales agencements aménagements divers		1 256	29 198	29 198
Matériel de transport			212 195	212 195
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		16 994	112 297	112 297
TOTAL		45 138	1 922 180	1 922 180
TOTAL GENERAL		59 767	1 942 837	1 942 837

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement TOTAL	6 847		6 847	
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	28 081	187	7 782	20 487
Terrains	22 740	808		23 548
Constructions sur sol d'autrui	618 566	28 910		647 476
Installations générales agencements aménagements constr.	64 715	3 096		67 810
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	527 618	30 009	26 888	530 739
Installations générales agencements aménagements divers	25 115	1 236	1 256	25 094
Matériel de transport	144 882	15 905	0	160 787
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	105 094	6 898	16 993	94 999
TOTAL	1 508 729	86 862	45 138	1 550 453
TOTAL GENERAL	1 543 658	87 049	59 767	1 570 940

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	187				
Terrains	808				
Constructions sur sol d'autrui	28 910				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	3 096				
Instal.techniques matériel outillage indus.	30 009				
Instal.générales agenc.aménag.divers	1 236				
Matériel de transport	15 905				
Matériel de bureau informatique mobilier	6 898				
TOTAL	86 862				
TOTAL GENERAL	87 049				

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	152 000				152 000
Réserves	2 025 597				2 025 597
Report à nouveau	-35 412	-56 384		-0	-91 796
Excédent ou déficit de l'exercice	-56 384	56 384	165 130	0	165 130
Situation nette	2 085 801		165 130	-0	2 250 931
Subventions d'investissement	50 416			6 290	44 126
Provisions réglementées	26 296		167	0	26 463
TOTAL I	2 162 514		165 297	6 290	2 321 520

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 43 I-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Contributions financières d'autres organismes CNR accordé par l'ARS		1 350 000				1 350 000	
		1 350 000				1 350 000	
TOTAL		1 350 000				1 350 000	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions réglementées	26 296	167			26 463
TOTAL	26 296	167			26 463

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	62 662			62 662	
Autres provisions pour risques et charges		68 634			68 634
TOTAL	62 662	68 634		62 662	68 634

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	84 416	14 525	9 175		89 766
Sur comptes clients	5 497		5 497		
TOTAL	89 913	14 525	14 672		89 766
TOTAL GENERAL	178 871	83 326	14 672	62 662	184 863

Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		83 159 167	14 672		
---	--	------------	--------	--	--

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	232 421	232 421	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 133	5 133	
Taxe sur la valeur ajoutée	4 975	4 975	
Débiteurs divers	1 984	1 984	
Charges constatées d'avance	411	411	
TOTAL	244 925	244 925	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	419 166	419 166		
Personnel et comptes rattachés	66 528	66 528		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	70 745	70 745		
Impôts sur les bénéfices	6 156	6 156		
Taxe sur la valeur ajoutée	12 199	12 199		
Autres impôts taxes et assimilés	4	4		
TOTAL	574 798	574 798		

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Aménagement des terrains	Linéaire	10 ans
Construction sur sol propre	Linéaire	10 à 30 ans
Construction sur sol d'autrui	Linéaire	10 à 30 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Agencements et aménag. divers	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 à 7 ans
Matériel de bureau et informat	Linéaire	3 à 7 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

Les matières premières ont été évaluées selon le dernier prix d'achat connu.

Les stocks de produits finis sont évalués selon un prix de revient calculé par le responsable d'atelier ou selon le prix de vente diminué d'une marge théorique.

Une provision pour dépréciation des stocks de matières premières et/ou produits finis est constatée lorsque les stocks sont anciens (antérieurs à 2018), déclassés ou qu'il s'agit de chutes. Depuis l'exercice 2024, les chutes sont dépréciées à 100 %. Elles ne sont en effet que ponctuellement réutilisées dans la fabrication de nouveaux filets.

En 2025, ces chutes représentent 57 k€ pour 66.2 K€ au 31/12/2024.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières sont constituées de :

- 3 DAT de 1 an au taux de 2.33% souscrits les 24/11/2025 pour 500 000 € chaque et le 02/12/2025 pour 400 000 €.

Au 31 décembre 2025, aucune provision n'est constatée.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	5 133
Disponibilités	3 102
Total	8 236

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 840
Dettes fiscales et sociales	96 665
Total	120 505

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	411
Total	411

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

La rémunération brute (avantage en nature inclus) des 2 plus hauts cadres dirigeants s'est élevée à 58 078 € au titre de l'exercice 2025.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	5
Agents de maîtrise et techniciens	3
Employés	15
Ouvriers	2
Total	25

Pour information, l'effectif moyen des travailleurs handicapés est de 67.

Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature (bénévolat, dons en nature, mise à disposition de locaux ou de matériel, fourniture gratuite de services...) n'ont pas été valorisées. En effet, la nature et l'importance de ces contributions volontaires en nature ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 7 352 €, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 7 352 €

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés (personnel d'encadrement uniquement) pour indemnités de départ en retraite (charges sociales incluses), en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans le groupement à l'âge de la retraite s'élève à 68 634 €.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Départ à la retraite à l'âge de 64 ans,
- Progression de salaire : 3%,
- Turn-over fort,
- Taux d'actualisation : 4%.